



Juin 2012 - N° 104

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 7 et le 20 juin 2012

Analyse réalisée sur la base de 165 réponses exploitables

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Loir-et-Cher et l'Observatoire, en partenariat avec le Conseil général, ont décidé de reconduire en 2012 l'enquête rapide de conjoncture mise en oeuvre depuis 2009. Après quelques mois de répit, la crise a en effet rebondi ; l'activité donne des signes inquiétants de ralentissement fin 2011 et début 2012. Cette enquête a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de ces perturbations. Pour cette 9^{ème} édition, 185 responsables de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête entre le 7 et le 20 juin 2012.

165 réponses ont pu être exploitées. Deux relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle, permettant d'atteindre un **taux de retour** supérieur à **10 %**. Les entreprises correspondantes emploient environ **2 300 salariés**.

L'inquiétude grandit. Moins par l'évolution de l'activité des derniers mois que par les perspectives de l'avenir proche, dans un contexte de crise européenne qui ne cesse de rebondir et qui se traduit notamment par la **contraction des débouchés extérieurs**. La dégradation de la conjoncture ne touche toutefois pas de façon identique les différents secteurs.

Globalement, **1 entreprise sur 2 a vu son activité diminuer** au cours du 2^{ème} trimestre. Ce constat ne diffère pas de celui de l'enquête de février dernier, mais le **recul est plus fréquemment appuyé** qu'auparavant. Le commerce de gros est le plus affecté. En revanche, on peut souligner que l'on enregistre toujours un **volant non négligeable d'entreprises ayant réussi à augmenter leur chiffre d'affaires**.

Cette dégradation de l'activité s'accompagne de **difficultés financières un peu plus prégnantes**, en particulier dans les services ; l'industrie serait pour l'instant épargnée.

La période d'incertitude **nuît gravement à l'investissement**, ce qui était déjà le cas en février. Les **efforts d'innovation**, précédemment maintenus, sont désormais **plus fréquemment freinés, voire complètement stoppés**. L'accès au financement est l'une des clés du développement, or les **relations avec les banques** apparaissent un peu **plus tendues**. Cet élément est d'autant plus discrimi-

nant qu'une enquête menée au début de ce mois pour la Chambre de Métiers et de l'Artisanat indique que les artisans ne répercutent pas la totalité de la hausse des coûts qu'ils subissent et doivent, en conséquence, rogner sur leurs marges, ce qui fragilise leur trésorerie. On peut sans doute élargir ce constat à l'ensemble des PME.

Pour l'heure, les **effectifs permanents sont stables** dans une très grande majorité des entreprises ayant répondu, mais **les cas de diminution se font moins rares**. Elles n'ont pas recouru au chômage partiel, mais des postes non permanents sont supprimés.

L'évolution des tout prochains mois pourrait franchir un palier supplémentaire dans la dégradation. Les **cahiers de commandes se dégarnissent** ; la majorité des dirigeants juge leur niveau inquiétant. L'activité devrait en

conséquence décliner, surtout dans le commerce de gros et l'industrie. Il convient toutefois de souligner que les anticipations sont devenues plus qu'aléatoires, les commandes de dernière minute prenant une place grandissante. Ce qui frappe le plus, c'est qu'après plusieurs mois de crise, de reprise avortée et d'espoirs déçus, **le moral des responsables flanche** brutalement. Les soldes d'opinion sont éloquentes à cet égard, en particulier celui sur le sentiment général ; en ce mois de juin, il plonge sévèrement, signe d'un retour en force du pessimisme.

Un grand vent de pessimisme



S O M M A I R E

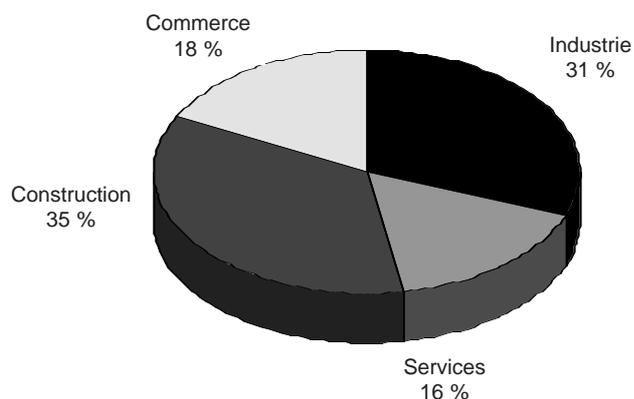
165 réponses exploitables	2	Le recours à des salariés non permanents tend à diminuer ..	7
Répartition par activité	2	Des cas un peu plus nombreux de réduction des effectifs permanents, mais la stabilité l'emporte toujours	7
Répartition par taille	2	Le chômage partiel très peu activé	8
Les évolutions récentes	3	Les politiques d'innovation commencent à être impactées ..	8
Plus d'une entreprise sur 2 a vu baisser son activité	3	Les prévisions pour les prochains mois	9
Des pertes de marché ou de clients assez fréquentes	3	Les carnets de commande se dégradent globalement	9
Les difficultés financières ont tendance à s'aggraver	4	Quelques réductions des effectifs permanents à prévoir ..	10
Les relations avec les banques sont un peu plus difficiles, surtout dans le commerce de gros	4	Moindre recours à des salariés non permanents	10
Les délais de règlement des fournisseurs évoluent de façon très contrastée selon les secteurs	5	Le pessimisme gagne nettement du terrain	11
Le recul des exportations se confirme	6	Les soldes d'opinion sont très nettement dans le rouge ..	12
L'investissement fait les frais d'une conjoncture aléatoire ..	6		

165 réponses exploitables

Répartition par activité

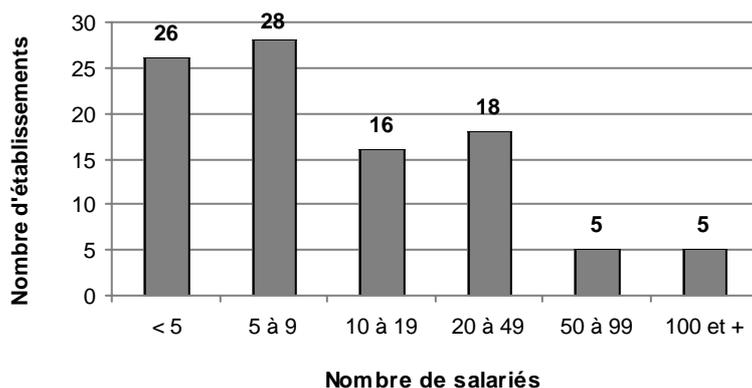
Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu et à la construction, qui tient une place importante dans le milieu rural.

Répartition des réponses exploitables par grand secteur d'activité



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



98 réponses

Les évolutions récentes

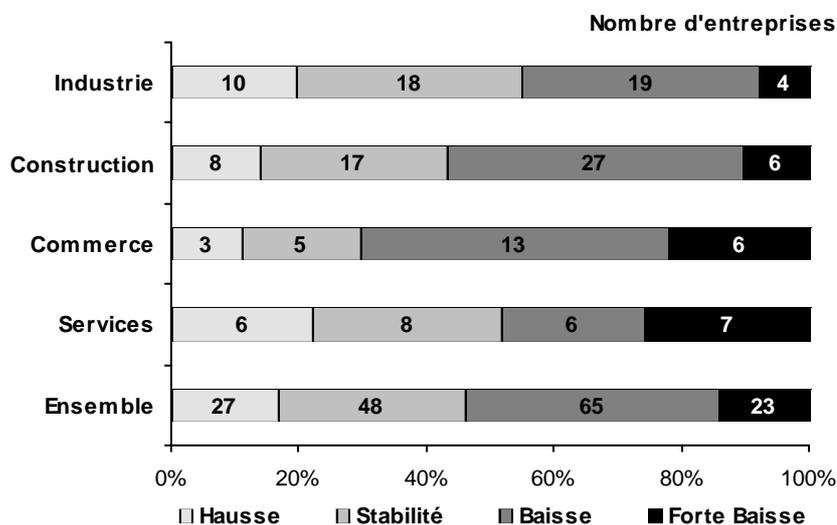
La crise fait ressentir ses effets, sans s'alourdir toutefois. Plus d'**une entreprise sur 2** a vu son **chiffre d'affaires** diminuer au cours de la période récente. Cette **évolution est très négative** pour **1 sur 10**. Globalement, ces résultats sont très similaires à ceux de février dernier.

En revanche, des **distorsions** se font jour **entre les secteurs**. Le **commerce de gros** apparaît nettement **plus touché** (7 établissements sur 10) et, à un degré moindre, la construction.

La part des entreprises dont l'**activité s'est accrue** se maintient à un peu moins de **2 sur 10** ; elle est plus élevée dans l'industrie et les services.

Plus d'une entreprise sur 2 a vu baisser son activité

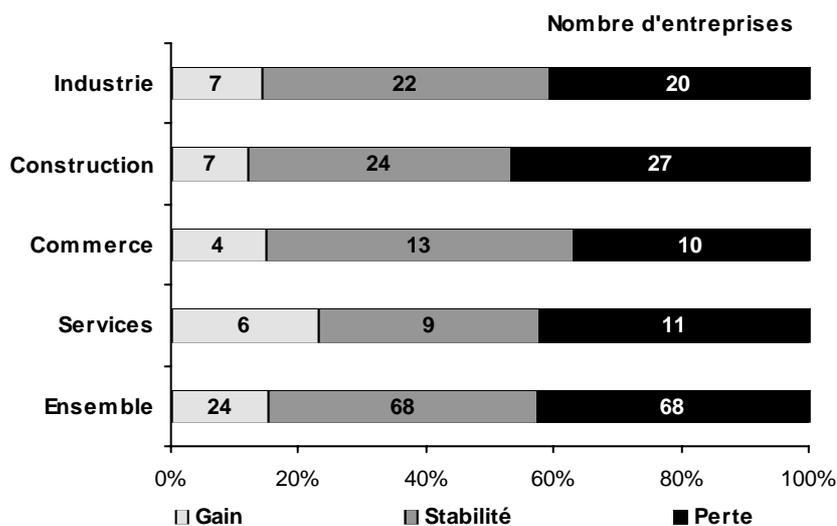
Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



163 réponses

Des pertes de marchés ou de clients assez fréquentes

Clients / marché : évolution récente



160 réponses

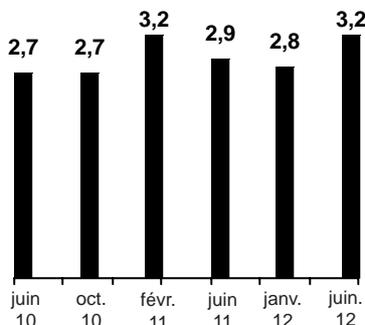
Comme en février, on décèle une corrélation importante entre la baisse du chiffre d'affaires et la **perte de clients ou de marchés**. Cette dernière affecte dans l'ensemble plus de **4 entreprises sur 10**, davantage encore dans la **construction**.

Un peu plus d'**1 établissement sur 10** en moyenne a **conquis des parts de marché** ; les résultats sont meilleurs dans les services.

Près d'une entreprise sur 3 est confrontée à **des difficultés financières sérieuses**. Cette proportion s'est accrue par rapport aux enquêtes précédentes. Les **écarts entre secteurs** sont importants : plus de 4 sur 10 dans les services, 1 sur 4 seulement dans l'**industrie**, qui demeure **la plus épargnée**.

Globalement, un responsable sur 2 indique **ne pas connaître de problème** particulier. C'est moins qu'au début de l'année.

Evolution de la part des entreprises éprouvant des difficultés financières fortes ou assez fortes (en pour 10)

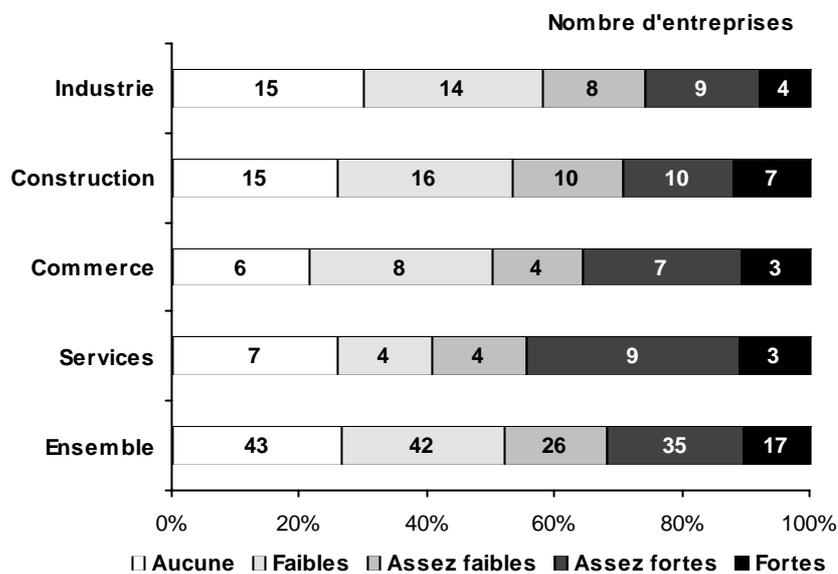


Les relations entre **les entreprises et leurs banques** continueraient à **se détériorer** peu à peu. C'est notamment le cas dans le **commerce de gros** (1 sur 4). Des tensions sont perceptibles également dans les services.

Tous secteurs confondus, cette évolution est pointée par 2 responsables sur 10.

Les difficultés financières ont tendance à s'aggraver

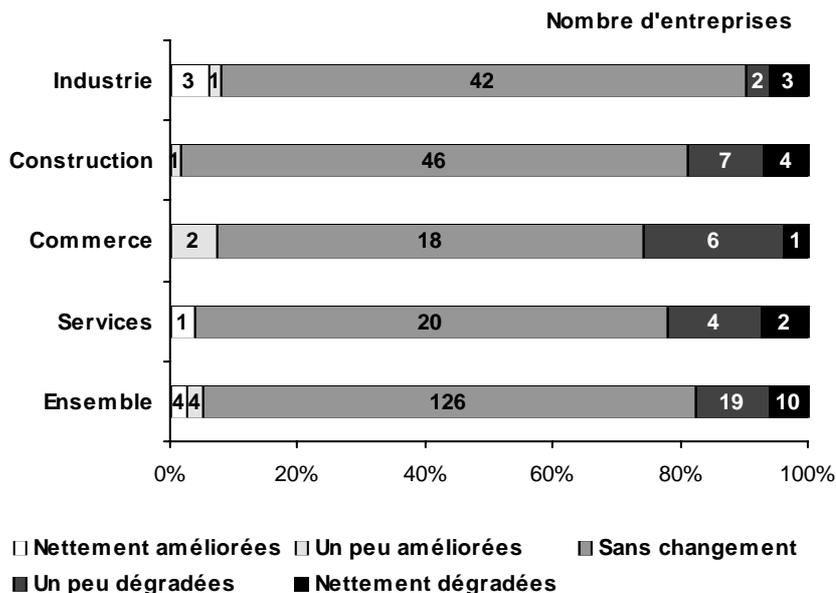
Difficultés financières : existence et intensité



163 réponses

Les relations avec les banques sont un peu plus difficiles, surtout dans le commerce de gros

Evolution récente des relations avec les banques



163 réponses

Les délais de règlement des fournisseurs évoluent de façon très contrastée selon le secteur

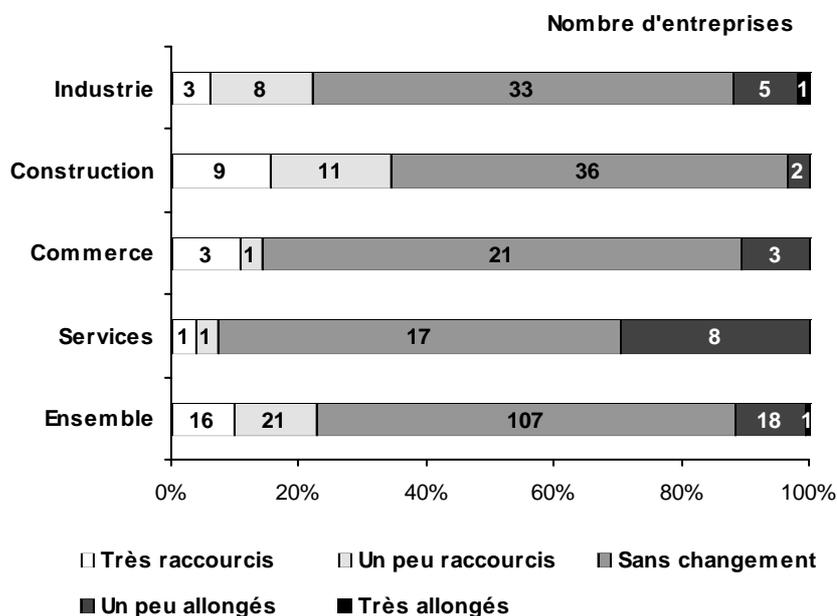
Délais de règlement...

...aux fournisseurs

L'évolution du délai de règlement de leurs fournisseurs par les entreprises peut faire écho à **deux mouvements de sens contraire**, mais tout aussi symptomatiques d'une situation détériorée.

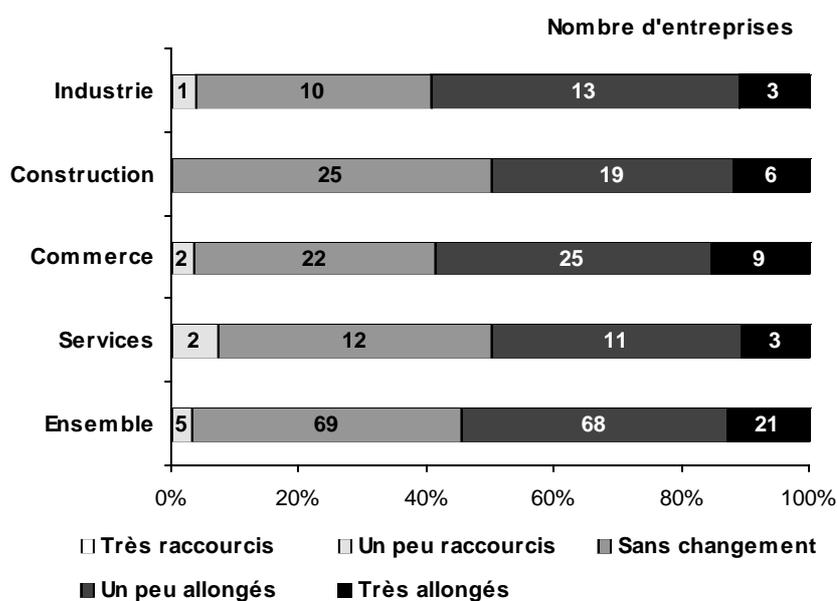
Le **raccourcissement** peut être imposé par les fournisseurs ; ce cas de figure concerne **1 entreprise sur 4** globalement, proportion inchangée depuis juin 2011. Cette moyenne masque de grandes différences entre secteurs (**1 sur 3 dans la construction**).

L'**allongement** est plutôt le fait des entreprises dont la **trésorerie s'étioule**. **1 entreprise sur 10 est affectée** en juin tous secteurs confondus, mais elles sont **3 sur 10 dans les services**.



...des clients

Peu d'écarts en revanche en ce qui concerne l'évolution des **délais de règlement des clients** : ils **s'allongent pour plus d'1 établissement sur 2** en moyenne, un peu plus encore dans l'industrie et le commerce de gros (6 sur 10).



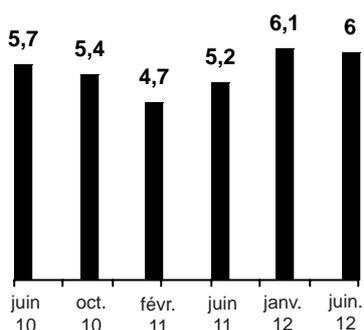
Moins de 2 entreprises sur 10 ayant répondu à l'enquête ont une activité à l'export. Dans l'industrie, sur laquelle l'analyse est toujours circonscrite, il y en a plus d'une sur 3.

Les **débouchés extérieurs** se sont **réduits** pour 4 **entreprises** manufacturières sur 10 de l'échantillon recueilli, et même sévèrement pour 1 sur 10 (autant que celles pour lesquelles ils se sont accrus).

Le manque de visibilité, la baisse d'activité et les difficultés financières poussent une **bonne majorité d'entreprises à repousser leurs investissements**. Ce résultat est cependant du même niveau qu'en février.

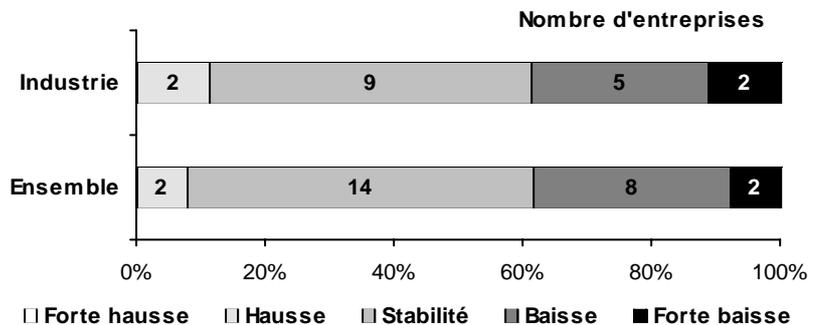
La **proportion est plus élevée dans les services et le commerce** (7 sur 10). Une **amélioration** est au contraire à noter dans la **construction** par rapport à l'enquête du début d'année.

Evolution de la part des entreprises ayant décidé d'ajourner leur décision d'investir (en pour 10)



Le recul des exportations se confirme

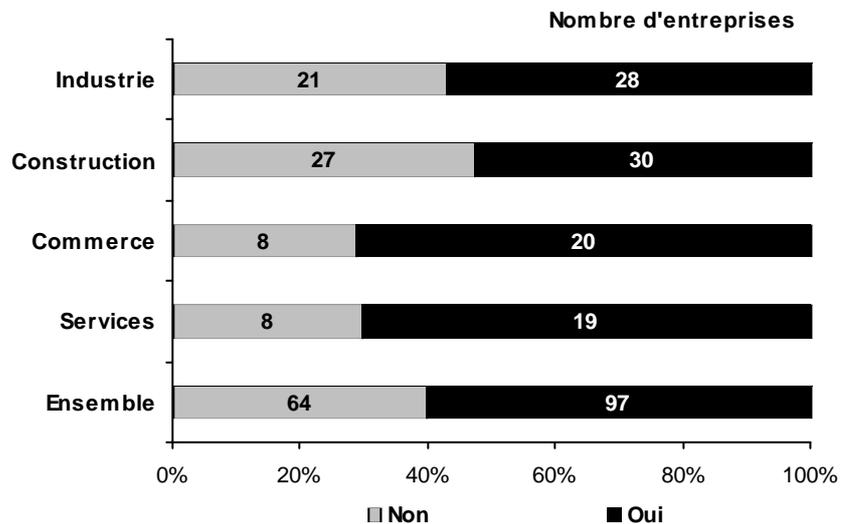
Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



26 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

L'investissement fait les frais d'une conjoncture aléatoire

Décision de reporter des investissements¹



161 réponses

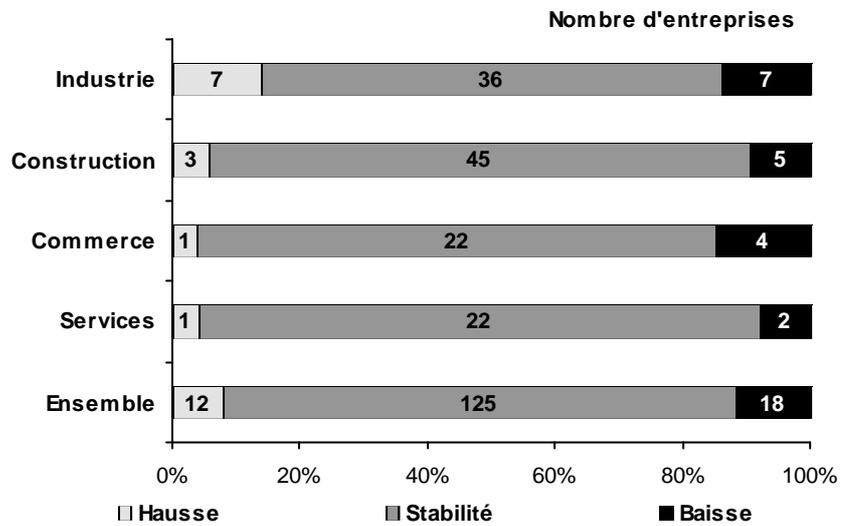
1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

A l'exception de la construction, la part des établissements dont les effectifs permanents se sont contractés est légèrement plus élevée qu'en février. Tous secteurs confondus, cela en concerne 1 sur 10. L'évolution n'est toutefois pas encore très marquée et la **stabilité l'emporte toujours très largement** (8 entreprises sur 10).

Les cas de croissance des effectifs sont rares et résident essentiellement dans l'industrie.

Des cas un peu plus nombreux de réduction des effectifs permanents, mais la stabilité l'emporte toujours

Evolution récente des effectifs permanents



155 réponses

Un peu plus de 4 établissements sur 10 ont eu recours à des salariés non permanents (intérim et CDD) au cours de la période récente, proportion qui ne varie guère d'une enquête à l'autre.

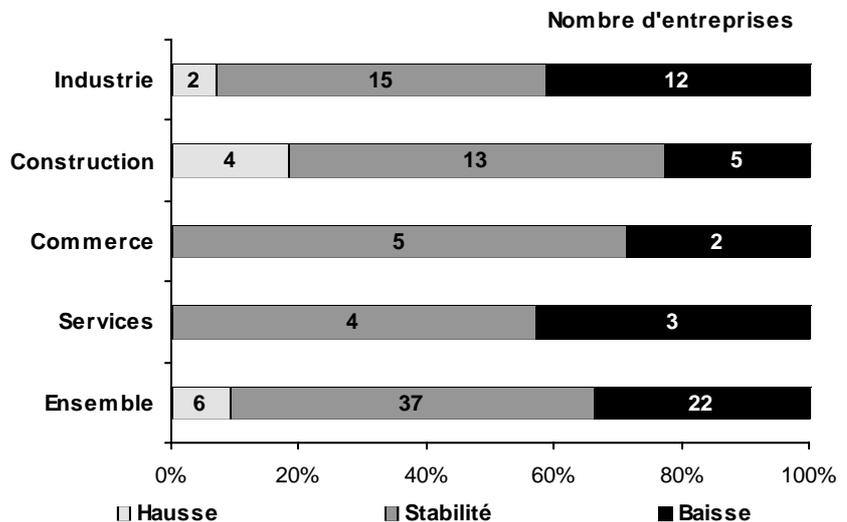
Dans l'ensemble les effectifs concernés sont **stables dans plus de la moitié des entreprises**. C'est **davantage** le cas dans le **commerce de gros** (7 sur 10).

Des postes non permanents ont été supprimés dans plus d'un tiers des structures. Dans les services et l'industrie cette proportion dépasse 4 sur 10.

Il convient néanmoins de rester prudent dans l'analyse, du fait d'un nombre limité de répondants.

Le recours à des salariés non permanents tend à diminuer

Evolution récente des effectifs non permanents



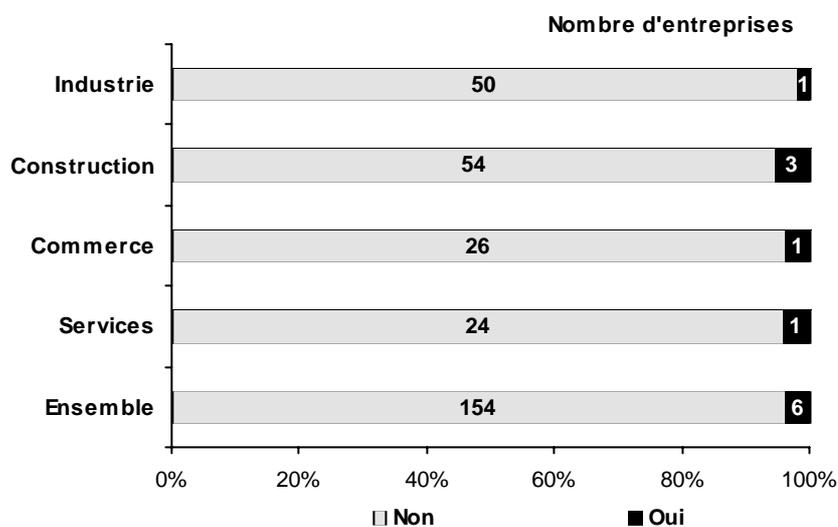
65 entreprises concernées

Le chômage partiel très peu activé

Parmi les entreprises ayant répondu à l'enquête, **6 ont recouru au chômage partiel, soit moins d'une sur 20.**

La moitié d'entre elles appartiennent au secteur de la construction.

Recours au chômage partiel



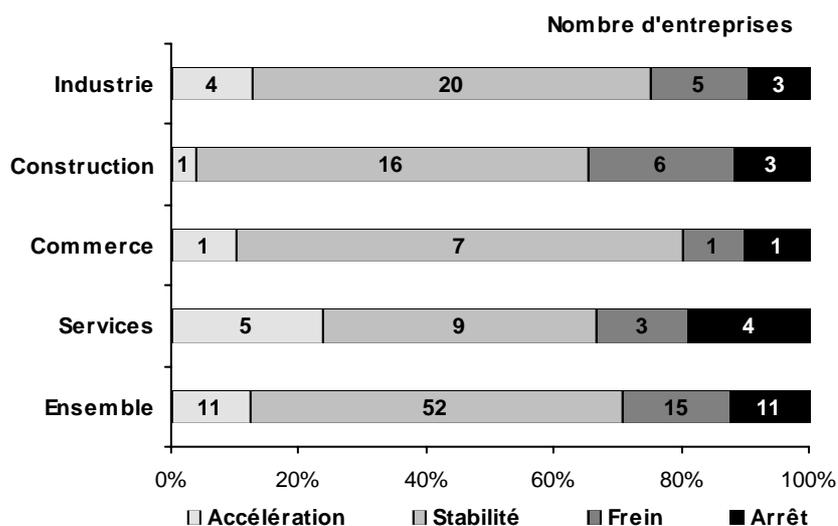
160 réponses

Les politiques d'innovation commencent à être impactées

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services

89 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement**. Parmi celles-ci, **11 se sont résolues à les stopper totalement**, ce qui constitue une **très nette aggravation** par rapport aux enquêtes passées ; **15 les ont freinées**.

A contrario, l'**intensification des efforts** ne concerne que **11 établissements** dont 5 des services et 4 de l'industrie. La ligne de conduite a été **maintenue dans près de 6 entreprises sur 10** parmi celles qui sont concernées.



89 entreprises concernées

Les prévisions pour les prochains mois

Un nouveau cap semble avoir été franchi. Dans l'ensemble, **plus de la moitié des dirigeants se déclarent inquiets de leur carnet de commandes à 3 mois**. La détérioration est spécialement **vive** dans le **commerce de gros** ; elle est moins marquée, mais néanmoins tangible, dans les services. **A l'inverse**, la part des responsables industriels dressant ce constat est en retrait sur celle de février.

Dans la **construction**, le niveau des **commandes en portefeuille** demeure **considéré en majorité comme satisfaisant**, mais la proportion s'amenuise.

(voir également p. 12)

Traditionnellement, la **visibilité à 6 mois est faible**. Tous secteurs confondus, **7 dirigeants sur 10** expriment une crainte. Les opinions sont plus partagées dans les services.

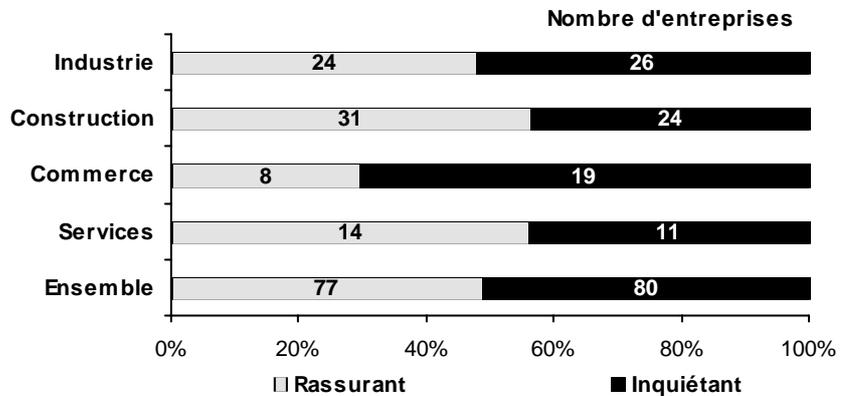
Les craintes exprimées sur les carnets de commande se répercutent logiquement dans les prévisions d'activité pour les 3 prochains mois. **1 dirigeant sur 2 la voit diminuer**. Dans le **commerce de gros**, cette évolution négative toucherait près de **2 entreprises sur 3**. On est un peu plus confiant dans les services et la construction (stabilisation).

Très peu de responsables anticipent une **croissance**.

Les carnets de commande se dégradent globalement

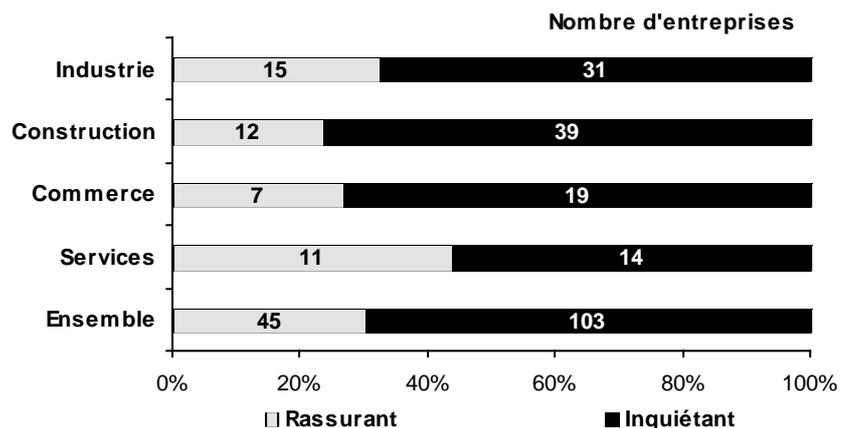
Prévisions du carnet de commande...

...à 3 mois



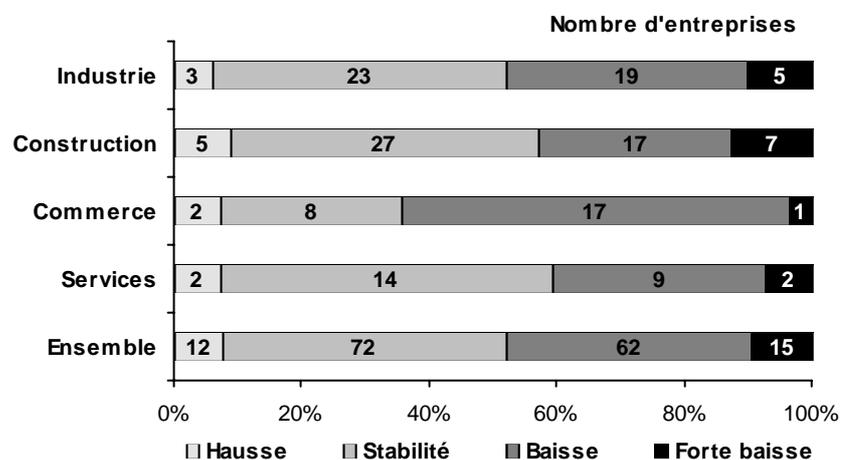
157 réponses

...à 6 mois



148 réponses

Prévisions d'évolution de l'activité



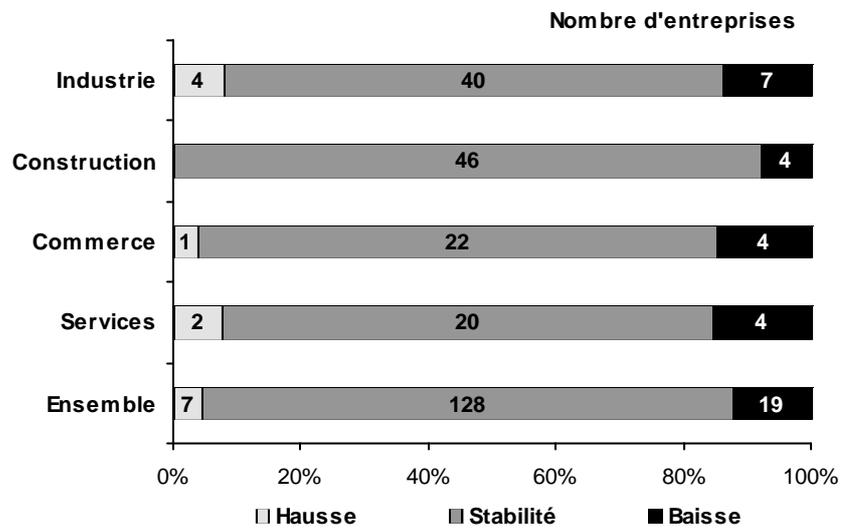
161 réponses

Quelques réductions des effectifs permanents à prévoir

La proportion des dirigeants prévoyant de **maintenir** leurs **effectifs permanents au niveau actuel** ne se modifie guère d'une enquête à l'autre ; elle tourne autour de **8 sur 10**.

En revanche, on remarque en juin **davantage d'entreprises où une baisse est envisagée**, sauf dans la construction.

Prévisions des effectifs permanents



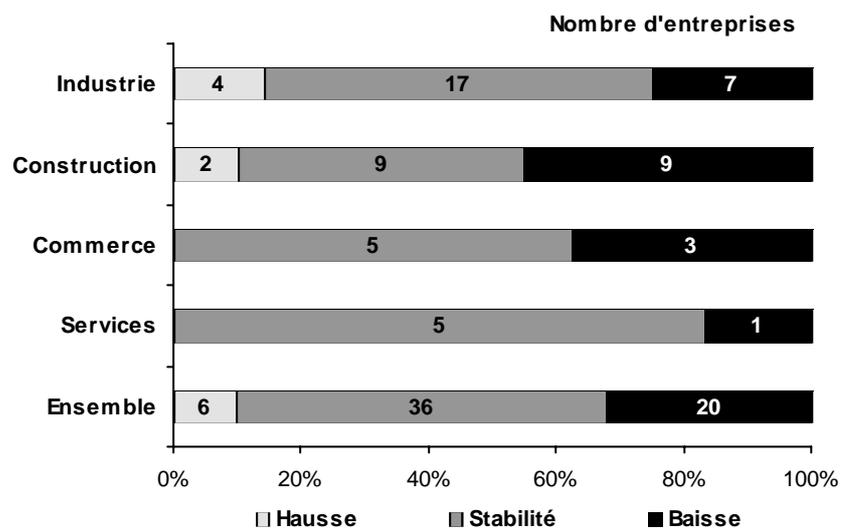
Moindre recours aux salariés non permanents

Parmi les entreprises concernées, **1 sur 3** devrait procéder à de nouvelles **suppressions de postes non pérennes**. Dans **1 entreprise sur 3**, les effectifs en question sont appelés à **diminuer**, davantage encore dans la construction.

Les cas de **renforcement** des équipes sont **très rares**. Ils sont totalement exclus dans les services (où le maintien serait globalement assuré) et le commerce.

Là encore, l'étrécissement de l'échantillon incite à la prudence dans l'interprétation

Prévisions des effectifs non permanents



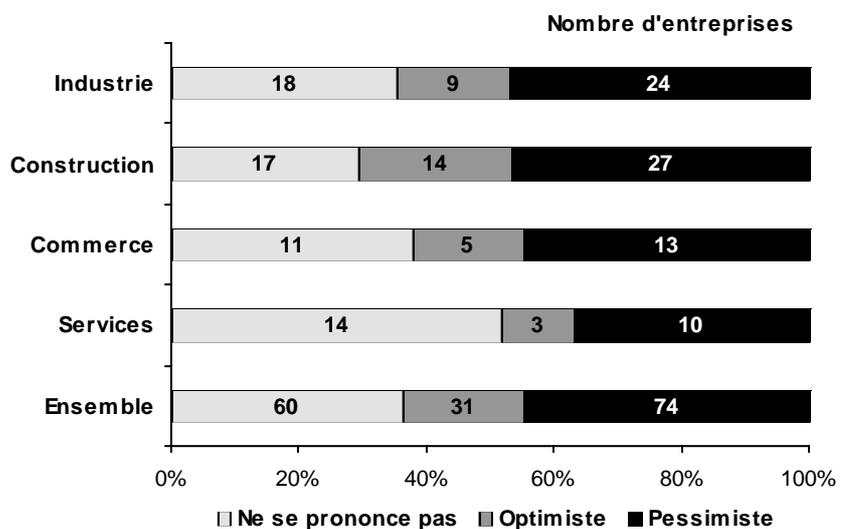
Le pessimisme gagne nettement du terrain

Par rapport à l'enquête de février, les **rangs des indécis se sont un peu clairsemés** (sauf dans les services), mais le glissement s'est effectué **du côté des pessimistes**, qui sont aujourd'hui **les plus nombreux** (presque 1 sur 2). Ce sentiment est plus répandu encore dans les très petites unités.

Si l'on analyse seulement ceux ayant émis une opinion, le **poids des pessimistes apparaît particulièrement élevé : 7 sur 10** (contre moins de 6 sur 10 en février).

(voir également p. 12)

Sentiment général des dirigeants

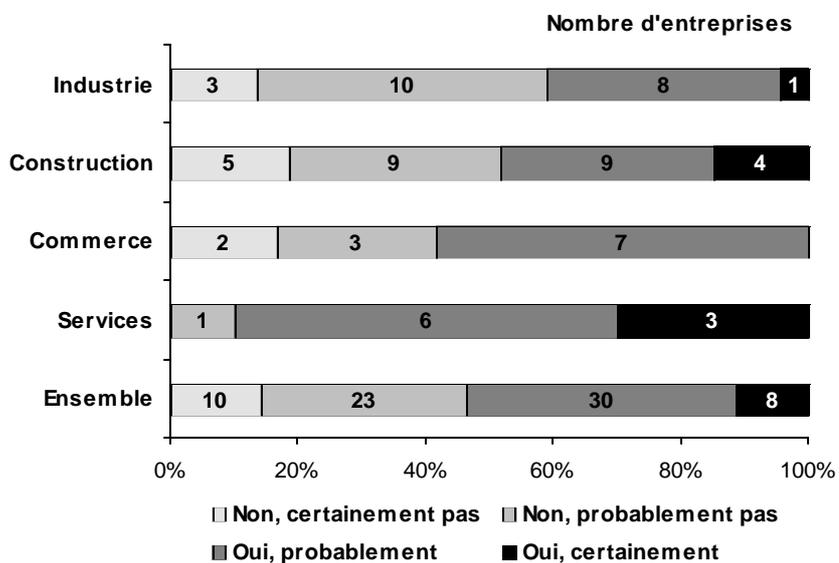


165 réponses

Près d'une quarantaine de responsables éprouvent des craintes pour la pérennité de leur entreprise, deux fois plus qu'en février. Les menaces seraient particulièrement sérieuses pour 8 d'entre eux.

Comme précédemment, les plus inquiets se trouvent dans la construction et les services.

Menaces sur la pérennité de l'entreprise



71 réponses sur 74 entreprises concernées

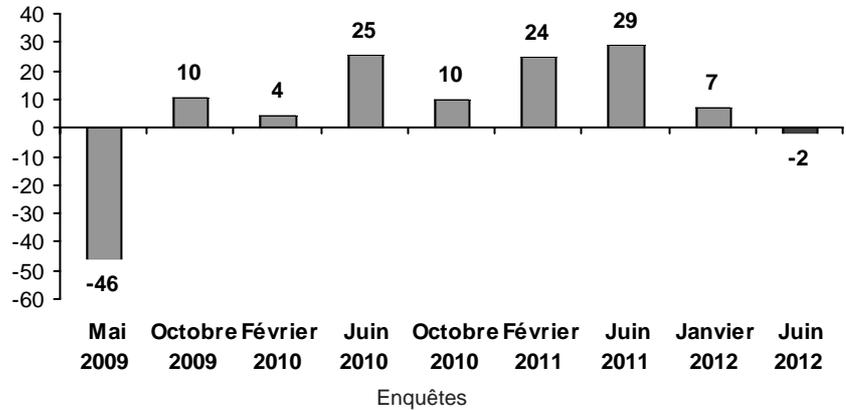
Les soldes d'opinion sont très nettement dans le rouge

Le suivi de l'évolution des **soldes d'opinion** se fait sur les 9 enquêtes s'étalant sur plus de 3 ans.

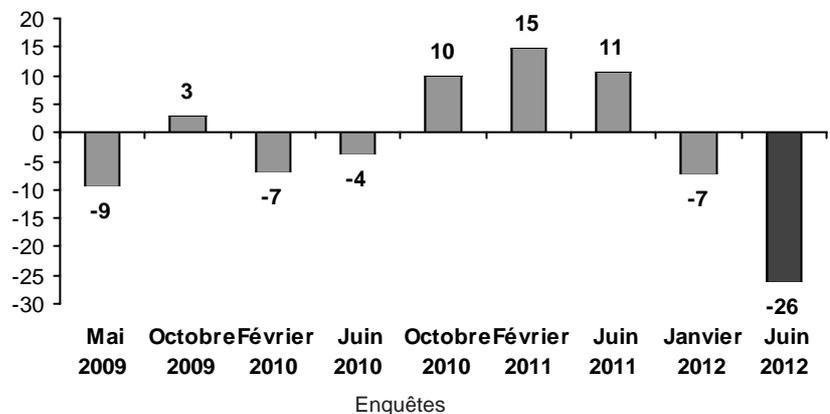
C'est seulement la deuxième fois (avec la première enquête) que le ratio concernant les **carnets de commande à 3 mois est négatif**.

L'inquiétude est particulièrement **vive** dans le **commerce de gros**, **plus modérée** dans **l'industrie**. Les soldes d'opinions sont encore positifs dans les autres secteurs.

Prévisions du carnet de commande à 3 mois



Sentiment général des dirigeants



Le solde d'opinion des responsables sur leur **sentiment général** montre une **rare inquiétude**. Il est beaucoup plus négatif qu'en mai 2009 lorsque la crise initiale sévissait.

De surcroît, les écarts entre secteurs apparaissent négligeables, ce qui donne un poids supplémentaire à ce résultat.

Note méthodologique

Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et celle ayant exprimé une opinion négative. Il peut s'appliquer aux questions qui appellent une réponse à deux ou trois modalités, telles que "optimiste", "ne se prononce pas", "pessimiste" ou "rassurant", "inquiétant". A partir de ces réponses, on calcule le pourcentage de répondants optimistes et de répondants pessimistes. Le solde d'opinion est alors établi comme la différence entre ces deux pourcentages. L'intérêt de cet indicateur réside moins dans le résultat d'une enquête que dans son évolution au fil du temps.

Directeur de la publication : Alain QUILLIOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 34 avenue Maunoury - 41000 BLOIS
Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.observatoire41.com - E-mail : infos@observatoire41.com